

LE PUY-EN-VELAY

# Plus de 500 personnes pour soutenir Madama, menacé d'expulsion

**Mercredi, des centaines de sympathisants ont manifesté pour montrer leur solidarité avec Madama Diawara, jeune Malien de 19 ans et sa famille d'accueil.**

En pleurs, Éric Durupt remercie les jeunes « qui ont sacrifié leurs vacances pour cette mobilisation ». À son 19<sup>e</sup> jour de grève de la faim, l'enseignant, « père d'accueil » du jeune Madama Diawara, ne cache pas son émotion face aux soutiens venus de partout et « même de l'international ». « On reçoit des messages tous les jours », explique-t-il, ému.

## Un recours au tribunal administratif

La manifestation de mercredi a rassemblé 600 personnes selon les syndicats et 530 selon la préfecture après un appel national intersyndical et d'organisations locales comme RESF (Réseau éducation sans frontières) et la LDH (Ligue des Droits de l'Homme). « Nous voulons montrer que l'intransigeance de l'État n'affecte pas notre humanisme », lance Éric Durupt. De la place Cadelaude à celle du Breuil, en passant par le centre-ville, le cortège coloré a clamé des



Le mercredi 17 février, des centaines de personnes ont défilé en soutien à Madama Diawara, menacé d'expulsion. Photo Progrès/Lise GARNIER

slogans comme « Il vit ici, il reste ici », ou encore « Solidarité avec les sans-papiers » au son de *Bella Ciao*.

Parmi les manifestants, on retrouve bien sûr Véronique de Marconnay, conjointe d'Éric Durupt, qui réaffirme haut et fort « qu'elle fera tout ce qu'elle pourra »

pour que Madama reste en France. « Après l'annonce de l'envoi imminent de l'OQTF (Obligation de quitter le territoire) lundi, nous allons engager une procédure et effectuer un recours au tribunal administratif contre le refus de régularisation de Madama. Ensuite, nous ferons de même con-

tre l'OQTF », explique-t-elle.

## Madama, la tête baissée, en pleurs

Quant au principal intéressé, il ne peut cacher sa timidité et sa reconnaissance face à tous ces Altillégiens venus lui témoigner leur solidarité. Le visage baissé et en tête de cortège, il contient les larmes qui lui montent aux yeux.

Au côté de la famille, les syndicats et organisations sont venus en nombre : Force ouvrière, la Confédération paysanne, le Mouvement national lycéen, EELV mais aussi Attac, dont le trésorier au Puy-en-Velay suit le mouvement depuis le début : « Nous nous battons toujours contre les injustices », déclare Alain Merminod.

## Un extrait d'acte de naissance arrivé mardi

Après une heure de déambulation, le groupe arrive place du Breuil où la famille d'accueil de Madama prend la parole et revient sur le parcours du jeune migrant pour avoir « une vie digne et décente ». Le couple dé-

“ Je ferai tout ce que je pourrai pour que Madama reste en France ”

Véronique de Marconnay, famille d'accueil du jeune Malien

nonce le « jeu cruel et glaçant » mené par la préfecture qui les « balade depuis des mois ».

C'est à ce moment-là qu'Éric Durupt brandit un extrait d'acte de naissance, arrivé mardi du Mali, mais qu'il ne pourra pas remettre à la préfecture « car le dossier est clos ». Le professeur d'histoire géographie met en avant, par ce geste, l'absurdité des démarches administratives imposées aux immigrés.

Lise GARNIER

lise.garnier@leprogres.fr

WEB +

Retrouvez notre vidéo sur leprogres.fr

## Pas d'excuses pour la préfecture

À la fin de la mobilisation de soutien à Madama Diawara de mercredi, Éric Durupt et sa compagne ont répondu à la préfecture de la Haute-Loire qui leur demandait des excuses publiques pour avoir parlé de « racisme d'État » et pour avoir, dans la presse, comparé la situation de Madama à celle des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Sur le premier point, le couple confirme avoir utilisé ces termes et ajoute que vouloir les sanctionner pour cela « semble être un abus de pouvoir et une atteinte grave à la liberté d'expression ». Sur le deuxième point, ils expliquent que les propos ont été déformés et qu'il s'agissait seulement « d'un ressenti face à l'insensibilité du système administratif ».

Pour Éric Durupt, « le principal débat reste celui de la régularisation de Madama ». En grève de la faim depuis dix-neuf jours, il ajoute : « La rage et la colère



Madama et sa famille d'accueil lors de la manifestation de soutien du 17 février.

Photo Progrès/Lise GARNIER

m'aident à tenir. » Quant à Véronique de Marconnay, elle rappelle qu'ils ne demandent « qu'un tampon sur un bout de papier ».